N° 835 — 3e Année. CINQ CENTIMES Mercredi 14 Janvier 1891

DIRECTION & ADMINISTRATION : ROUBAIX, rue du Mail-Abreuvoir, 20

TOURCOING : rue de Lille

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
3 mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
Pour le département limitrophes
3 mois, 5 fr. — Un an, 20 fr.

L'abonnement continue sauf avis contraire.

PRIX DES ANNONCES :
Annonces . . . 0 fr. 25 la ligne
Réclames . . . 0 fr. 50 —
Faits divers . . . 1 fr. —
Réclames . . . 2 fr. —

TÉLÉPHONE

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain quotidien

Fondateur : Eugène Motte

Rédacteur en chef : Georges Motte

Secrétaire de la Rédaction : Robert Motte

Rédacteur politique : Paul Motte

Rédacteur financier : Jean Motte

Rédacteur Tourcoing : Jean Motte

LE CRÉDIT DE LA RÉPUBLIQUE

Nous avons fait précédemment la discussion du budget de sérieuses réserves sur le principe de l'Emprunt : et cependant sur la politique financière qui a été suivie.

A la vérité, cette politique financière n'en était pas une ; elle a consisté pour le plus grande partie à tourner les difficultés et à ajourner les réformes.

Mais cela dit, le succès de l'emprunt voté par les Chambres n'a-t-il pas été admirable ?

Le Crédit de cette grande démocratie républicaine, laborieuse et pacifique, ne vient-il pas de nous fournir une nouvelle manifestation, assez éclatante, de sa vigueur ?

Son gouvernement demandait 800 millions et demi, on lui a offert 14 milliards et demi. Le premier versement exigeait *trois millions* : il a été fait de 3 milliards 300 millions.

Vous disons pas : c'est la marée est trop belle, c'est une parole déplaisante ; mais avouons que le crédit et la République ont été mariées en légitimes noces, dans des conditions merveilleuses, et qu'ils ne peuvent plus désormais se quitter, ce qui ne pourrait que leur être préjudiciable.

Les rentes de 1891 étaient émises à 82 fr. ; sur la nouvelle rente. Ainsi le placement ressort à un taux de 3 1/4 pour cent tout à fait net. Aussi le gouvernement n'a emprunté à plus bas prix. Jamais ceux qui apportent leur argent n'ont demandé de plus grande sûreté ni moindre gage.

Les usuriers et tous les spéculateurs financiers du monde ne se font pas de montés moins difficiles envers un gouvernement qu'envers notre République.

Si depuis vingt ans, depuis que la France a pris un nouveau visage, elle avait changé sa politique, avait-on qu'elle aurait eu tant d'inclination à se déverser dans les coffres de l'État républicain ?

L'argument doit paraître bien frappant aux partis, qui ne cessent de proclamer que la République ne gouverne pas, ne peut pas gouverner, ne gouvernera jamais.

Ce qu'il y a de plus clair, c'est que le crédit public a fait de grands progrès depuis que les républicains sont au pouvoir. Ils ont donc raison de dire que la République gouverne, et qu'elle gouverne bien